

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE LA NIEVRE**

## **RECUEIL SPECIAL DELEGATION DE SIGNATURE DU 06 AVRIL 2007**

### **Sommaire**

<b>Sommaire</b>	<b>1</b>
<b>1. Préfecture</b>	<b>2</b>
<b>1.1. Direction du Développement Durable et de la Coordination Interministérielle</b>	<b>2</b>
• 2007-P-1802 bis-Arrêté portant délégation de signature à M. Jérôme DE MICHERI,directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative de la Nièvre, délégué départemental adjoint du centre national pour le développement du sport.	2

# 1. Préfecture

## 1.1. *Direction du Développement Durable et de la Coordination Interministérielle*

**2007-P-1802 bis-Arrêté portant délégation de signature à M. Jérôme DE MICHERI, directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative de la Nièvre, délégué départemental adjoint du centre national pour le développement du sport.**

VU la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi du n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et aux responsabilités locales ;  
VU le code des marchés publics ;  
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié, portant règlement général sur la comptabilité publique ;  
VU le décret n°94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministère chargé de la jeunesse et des sports ;  
VU le décret n° 2004-323 du 8 avril 2004 relatif aux attributions du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;  
VU le décret du 20 juillet 2005 portant nomination de **M. François BURDEYRON** en qualité de préfet de la Nièvre  
VU le décret n° 2006-248 du 2 mars 2006 portant création du CNDS (Centre National pour le Développement du Sport) ;  
VU le décret n° 2006-547 du 12 mai 2006 modifiant le décret n° 76-1133 du 9 décembre 1976 relatif aux emplois de directeur départemental, de directeur régional adjoint et de directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs ;  
VU l'arrêté du 10 août 2004 de M. le ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative portant nomination de **M. Jérôme DE MICHERI** en qualité de directeur départemental de la jeunesse et des sports de la Nièvre ;  
VU la nomenclature d'exécution budgétaire et comptable du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative ;  
VU le règlement général du CNDS, adopté par délibération du conseil d'administration n°2006-07 du 27 mars 2006 et modifié par délibération du conseil d'administration n° 2006-22 du 30 novembre 2006 ;  
VU l'arrêté préfectoral modifié n°2006-P-6115 du 1<sup>er</sup> décembre 2006 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;

### **SECTION I : COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Délégation est donnée à M. Jérôme DE MICHERI, directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les actes relatifs aux domaines suivants:

#### **A- AFFAIRES GÉNÉRALES**

organisation et fonctionnement de la direction départementale de la jeunesse, des sports et de la vie associative,

gestion des moyens en personnels et matériels placés sous son autorité,  
les ordres de mission et autorisations de circuler des agents placés sous son autorité,  
les copies certifiées conformes à l'original :  
de tous les actes administratifs signés par un membre du corps préfectoral,  
de tous les actes administratifs se rapportant aux matières énumérées dans le présent arrêté

#### B- SPORT

organisation et promotion des activités physiques et sportives,  
contrôle de l'activité rémunérée d'enseignement, d'animation, d'entraînement, d'encadrement des activités physiques et sportives, à l'exception des mesures de police administrative prévues à l'article L 212-13 du code du sport (sauf les mesures d'interdiction prises en urgence, qui entrent dans le champ de la présente délégation),  
contrôle des installations et de l'activité des établissements d'activités physiques et sportives, à l'exception des décisions de fermeture d'établissement (article L 322-5 du code du sport) et des autorisations temporaires de surveillance d'un établissement de baignade d'accès payant par du personnel titulaire du BNSSA,  
homologation des enceintes sportives, à l'exception des arrêtés d'homologation,  
contrôle de l'activité d'intermédiaire du sport,  
agrément au titre des activités sportives, à l'exception des retraits d'agrément.

#### C- JEUNESSE EDUCATION POPULAIRE

organisation et promotion des activités de jeunesse et d'éducation populaire,  
mise en œuvre des dispositions des articles L 133-6, L 227-4 et suivants et R 227-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles, concernant la protection des mineurs accueillis hors du domicile parental, à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs, à l'exception des décisions de fermeture d'établissement, des injonctions adressées à des personnes physiques et des personnes morales, ainsi que des mesures de police administrative prises à l'encontre de personnes physiques (sauf les mesures de suspension prises en urgence, qui entrent dans le champ de la présente délégation) et de personnes morales,  
agrément au titre des activités de jeunesse et d'éducation populaire, à l'exception des retraits d'agrément.

#### D- VIE ASSOCIATIVE :

animation de la MAIA (mission d'accueil et d'information des associations) - à ce titre coordination d'un réseau de correspondants des services de l'Etat -, et accès des associations à l'information, observation et promotion de la vie associative et de l'économie sociale et solidaire,  
conseil aux responsables associatifs,  
qualification des responsables associatifs et soutien à l'emploi associatif,  
Publication par voie électronique des subventions versées aux associations de droit français et aux fondations reconnues d'utilité publique.

#### E- VOLONTARIATS :

promotion et organisation du volontariat associatif, du volontariat de cohésion sociale et de solidarité et du service civil volontaire,  
agrément des associations au titre du volontariat associatif et du volontariat de cohésion sociale et de solidarité.

#### F- EQUIPEMENTS SPORTIFS ET SOCIO-EDUCATIFS :

information des porteurs de projet,  
réponse aux avis sollicités par les administrations départementales,  
instruction des dossiers de demande de subvention,  
recensement des équipements sportifs,  
déclaration des équipements sportifs.

G- MEDAILLES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS : tout acte, à l'exception des arrêtés d'attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports.

#### H- CENTRE NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT :

Délégation est donnée à M. Jérôme DE MICHERI, directeur départemental de la jeunesse et des sports, délégué départemental adjoint du CNDS, à l'effet de signer tous les actes, décisions et correspondances relevant de sa compétence telle que définie à l'article 15 du décret du 2 mars 2006 suvisé ainsi qu'aux articles 4-2-6 et 5-2 du règlement général de l'établissement susvisé.

## **ARTICLE 2 :**

Sont exclus de la présente délégation les conventions que l'Etat conclut avec la Région, les Départements ou l'un de leurs établissements publics et les arrêtés de portée générale.

Les correspondances, exceptés les courriers de gestion courante, avec les parlementaires, le président du conseil régional, le président du conseil général, les maires et les présidents des groupements de communes du département, sont soumises à la signature du préfet.

Le directeur départemental de la jeunesse et des sports veillera à transmettre au préfet copie des correspondances de gestion courante et décisions qu'il considère les plus importantes et notamment celles relatives au CNDS et celles susceptibles de donner lieu à recours.

Les correspondances, exceptés les courriers de gestion courante, et décisions adressées à l'administration centrale et/ou au préfet de région devront être transmises sous couvert du préfet. Les dispositions du présent article s'appliquent aux sections I et II du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme DE MICHERI, la présente délégation en matière de compétence administrative générale, pourra être exercée par :

M. Aurélien CURBELIE, inspecteur stagiaire de la jeunesse et des sports

M. Mathieu CORNUEL, attaché d'administration scolaire et universitaire

## **SECTION II : COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE EN TANT QUE RESPONSABLE D'UNITE OPERATIONNELLE**

### **ARTICLE 4 :**

- Délégation est donnée à M. Jérôme DE MICHERI, en tant que responsable d'unité opérationnelle, pour procéder à l'ordonnancement secondaire (engagement, liquidation, mandatement) des recettes et des dépenses de l'Etat imputées au titre des budgets opérationnels de programme (BOP) suivants :

-Sport (BOP central) ;

-Sport (BOP régional) ;

-Jeunesse et vie associative (BOP régional) ;

-Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative (BOP central) ;

-Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative (BOP régional).

Délégation est accordée à M. Jérôme DE MICHERI en matière de responsabilité de rattachement des charges et produits à un exercice budgétaire (déclaration de conformité, tableau de synthèse des contrôles) pour les recettes et dépenses dont il a la responsabilité.

**ARTICLE 5 :** Demeurent réservés à la signature du préfet, hors documents comptables NDL ou système interfacé ,

Les décisions financières relatives aux acquisitions et opérations foncières et immobilières de l'Etat,

Les décisions financières d'un montant supérieur à 100 000 € et les courriers de notification correspondants,

Les décisions financières au bénéfice des collectivités d'un montant supérieur à 10 000 € et les courriers de notification correspondants,

Les actes d'engagement des marchés publics passés au nom de l'Etat d'un montant supérieur à 90 000 €,

Les ordres de réquisition du comptable public et les décisions de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier local en matière d'engagement des dépenses.

**ARTICLE 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme DE MICHERI, la présente délégation en matière de compétence d'ordonnateur secondaire pourra être exercée par :

- M. Aurélien CURBELIE, inspecteur stagiaire de la jeunesse et des sports

- M. Mathieu CORNUEL, attaché d'administration scolaire et universitaire

**ARTICLE 7 :** Un compte-rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire, comprenant la liste des opérations qui ont été financées, sera adressé trimestriellement au préfet sous le timbre "bureau de la gestion publique et des finances de l'Etat" ainsi qu'une copie des comptes-rendus responsables des programmes et budgets opérationnels de programme ( atteinte des objectifs, suivi des indicateurs) dont relèvent les unités opérationnelles susvisées.

### **SECTION III : AUTRES DISPOSITIONS**

**ARTICLE 8 :** L'arrêté préfectoral modifié n°2006-P-6115 du 1<sup>er</sup> décembre 2006 est abrogé.

**ARTICLE 9 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre et le directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au trésorier payeur général du département de la Nièvre et aux fonctionnaires intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Nièvre.

Fait à Nevers le 02 avril 2007

Le Préfet,

François BURDEYRON

Conformément aux dispositions du décret n°65-29 du 11 janvier 1965 modifié par le décret n°83-1025 du 28 novembre 1983, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celle-ci.